Document généré le 4 août 2025 09:32

Cahiers de géographie du Québec

L'utilité sociale de la géographie

Guy Mercier

Volume 32, numéro 87, 1988

URI : https://id.erudit.org/iderudit/021989ar
DOI : https://doi.org/10.7202/021989ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mercier, G. (1988). L'utilité sociale de la géographie. *Cahiers de géographie du Québec*, *32*(87), 357–360. https://doi.org/10.7202/021989ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 32, no 87, décembre 1988, 357-360

L'UTILITÉ SOCIALE DE LA GÉOGRAPHIE

par

Guy MERCIER

Institut de géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale,
6, avenue Le Gorgeu, 29287, Brest, Cedex

Sous le thème « La géographie au marché, offre et demande sociale », ce colloque nous invite à réfléchir sur le rôle social de notre discipline. Le projet est d'examiner en quoi la géographie, après une trentaine d'années de profondes transformations, peut-elle ou devrait-elle se reconnaître une utilité pour la société.

Cette interrogation, qui prend un peu la forme d'un examen de conscience, est presque, il faut bien l'admettre, un défi à l'impossible. En effet, considérant l'état quasi irréductible de dispersion objectale, conceptuelle et méthodologique de la géographie contemporaine [1], comment prononcer un jugement d'ensemble sans trahir la réalité plurielle (déplorable ou non) de notre discipline ? La difficulté de l'entreprise incite à la prudence. Aussi, notre commentaire n'a pas la prétention de traiter toutes les facettes du problème. L'intention est plutôt de livrer une réflexion qui, s'inspirant librement des contributions à ce colloque, portera plus particulièrement sur la dimension politique de la géographie. Vu la complexité du sujet et la circonspection qu'il impose, l'exposé sera mené sur le mode interrogatif. Ce sera en quelque sorte l'illustration d'un des paradoxes de la raison. Alors que notre entendement sollicite des réponses aux questions, l'esprit, contre toute attente, navigue malicieusement, au gré d'éphémères certitudes, vers d'autres questions.

UNE VOLONTÉ D'ÊTRE UTILE

L'un des objectifs de ce colloque est de dégager les éléments significatifs de l'évolution de la géographie au cours des dernières décennies. Indéniablement, la discipline a connu durant cette période de grandes mutations [2], et l'une d'elle est l'affirmation d'une volonté de rendre la géographie plus active dans la solution des problèmes sociaux, plus attentive aux besoins de la société [3].

Cette volonté d'être plus utile socialement s'est manifestée, au niveau de l'action, de différentes manières. Pour résumer, on peut dire que d'une part la géographie s'est associée à l'appareil d'État, dont les besoins en matière de « gestion de l'espace » se sont considérablement accrus depuis la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, beaucoup de géographes ont contribué à la planification étatique et aux nombreux programmes publics d'aménagement du territoire. Au niveau universitaire, comme l'a indiqué

Beaujeu-Garnier au cours du colloque, cela s'est traduit par une tendance à la « professionnalisation » des études et par le développement de la géographie appliquée [4]. Pour parler en termes d'offre et de demande sociale, la situation peut se présenter comme suit : la géographie a fait l'objet d'une forte demande de la part de l'appareil d'État, demande à laquelle la communauté géographique s'est empressée de répondre. La mobilisation fut telle que l'on peut se demander, dans la foulée de Peña, si ce succès professionnel n'a pas conduit, dans une certaine mesure, à jeter le discrédit sur une géographie plus théorique (donc moins utilitaire en apparence) qui par ailleurs cherchait à se renouveler et à se renforcer.

D'autre part, un discours qualifié de « critique » a pris forme au sein de la discipline. Souvent en réaction vis-à-vis la tendance « professionnelle », cette critique ne conteste toutefois pas, il est important de le souligner, la destination utilitaire de la géographie. Ce qui est remis en cause, c'est, si on peut employer l'expression, le mauvais usage de l'outil géographique : il ne s'agit pas de vouloir être utile, encore faut-il savoir qui et à quoi on sert et, surtout, au détriment de qui et de quoi. En géographie, ces positions sont principalement soutenues par les courants marxistes et écologistes pour qui l'engagement politique — au sens large — et la recherche scientifique ne peuvent être séparés [5]. De façon concrète, la critique attaque plus particulièrement les rapports de la géographie avec l'appareil d'État. Ces rapports relèveraient davantage de l'asservissement que du dévouement. Asservissement d'autant plus grave, si l'on se réfère à la théorie de la régulation, que la restructuration actuelle du capitalisme se réaliserait justement par des stratégies spatiales, stratégies que la géographie au service de l'appareil d'État et de ses relais régionaux et locaux conceptualiserait et mettrait en œuvre [6]. Bref, pour cette tendance dite critique, la géographie ne doit pas être soumise aveuglément à la demande sociale qui dans biens des cas peut s'avérer être fort éloignée d'une véritable utilité sociale.

L'ENJEU POLITIQUE DE LA GÉOGRAPHIE

Il se dégage de ce rapide tour d'horizon que la question de l'utilité sociale de la géographie — comme de toute autre discipline scientifique au demeurant — renvoie à une dimension politique. Plus précisément, le savoir géographique ferait l'objet d'un enjeu politique auquel on ne peut échapper. Et comme le rappelle Boumaza, cette « politisation » se profilerait déjà au moment même de l'élaboration des connaissances par le sujet géographe dont le travail scientifique reste influencé, souvent inconsciemment, par ses propres choix politiques et son appartenance idéologique. Dès lors, il apparaît clair que la société ne suffit pas. C'est trop facile et à la limite hypocrite. Évidemment, personne n'est contre la vertu ! Cependant, comme le veut le dicton, « le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions ». C'est pourquoi, l'ambition utilitaire de notre discipline doit s'entourer de précautions. La première précaution que l'on peut prendre est sans doute la réflexion : analyser la situation afin d'identifier et d'éviter si possible les pièges qui guettent la géographie lorsqu'elle veut se montrer utile à la société. À ce titre, il semble pleinement justifié que les géographes se donnent la peine, comme c'est le cas dans le présent colloque, de discuter une question aussi cruciale.

ARTICULER FONCTION SCIENTIFIQUE ET FONCTION SOCIALE

Il y a sûrement plusieurs manières de poser le problème. Boumaza, par exemple, part des conditions subjectives de la production géographique. Kesteloot de son côté s'intéresse au contexte « sociétal » (politico-économique) de cette même production. Pour notre part, nous nous limiterons ici à la question plus générale de l'articulation de la fonction sociale — dans le sens d'utilité sociale — de la géographie avec sa fonction scientifique. Posons d'abord que l'idée de l'utilité sociale de la géographie fait le pont entre l'intention scientifique de la recherche de la vérité et l'intention politique de la recherche du bien commun, du bien-être commun dirait Racine. La véritable utilité sociale de la discipline procéderait de la conjugaison appropriée de ces deux démarches. Or, comment doit se réaliser cette conjugaison ? Le premier élément que l'on peut avancer, et dont on conviendra facilement, est que la recherche de la vérité par l'activité scientifique doit s'inscrire dans la perspective générale de la recherche du bien commun [7]. En d'autres mots, l'ultime objectif de la science serait, au-delà de la vérité, le bien commun. La fonction scientifique n'étant qu'un moyen considéré socialement utile pour atteindre ce dernier. C'est ainsi par exemple que l'on peut légitimer le maintien et le développement d'une institution comme l'Université.

Il y aurait donc une dépendance, sur un plan d'ensemble, de la fonction scientifique de la géographie envers sa fonction sociale. Par conséquent, il faut reconnaître, même si cela peut paraître paradoxal, que cette dépendance implique par ailleurs une certaine indépendance de la fonction scientifique, dans la mesure où la géographie ne peut prétendre contribuer réellement au bien commun si elle ne s'acquitte pas avant tout de sa mission scientifique. En effet, c'est en élaborant des connaissances qui fournissent une adéquate description et une juste explication des choses que notre discipline peut revendiquer une authentique utilité sociale. À toutes fins pratiques, une géographie sans crédibilité scientifique ne risque pas d'être utile à la poursuite du bien commun. Et cela, quoi qu'il en soit de son usage dans un programme politique. Ainsi, il se dégage que la responsabilité sociale de la géographie serait, prioritairement, une responsabilité envers elle-même. Comme le souligne Guermond, l'utilité sociale de la géographie ne s'évalue pas à sa capacité à combler « les souhaits fluctuants des acteurs sociaux », mais à sa capacité d'être scientifiquement originale et pertinente. Cette vision est peut-être moins exaltante pour les géographes, parce qu'elle impose une certaine réserve par rapport à l'action politique. Dans nos sociétés où l'« efficacité » est fortement valorisée, cette attitude a sûrement quelque chose de frustrant. Toutefois, elle semble indispensable pour garantir la crédibilité scientifique de la géographie et par conséquent sa réelle utilité sociale ?

Cela dit, si pour être utile socialement la géographie doit d'abord et avant tout assurer au mieux sa fonction scientifique, il ne faut pas croire pour autant que cela suffit pour assurer ce bien commun. Défendre un tel point de vue serait une autre forme d'hypocrisie. C'est pourquoi, les géographes doivent-ils non seulement élaborer des connaissances scientifiques valables, mais aussi doivent-ils se préoccuper de l'utilisation politique de celles-ci.

GÉOGRAPHIE ET DÉMOCRATIE

Ce problème est vaste et complexe, et il exige une attention de toute la communauté géographique. De notre côté, nous voudrions, en guise de conclusion, faire ressortir plus particulièrement un aspect de cette question, en espérant que cela puisse nourrir

la discussion. Admettons que le bien commun est un enjeu politique. C'est donc par le biais de l'action politique qu'il faudrait envisager sa réalisation. Plus encore, cette action ne se concevrait pas autrement que démocratique, étant donné qu'il s'agit, comme le précise le terme lui-même, du bien commun. Dès lors, il semble logique que chacun ait la possibilité d'exprimer ce qu'il considère comme étant bon pour lui-même et pour les autres. Sinon, comment croire que l'intention est réellement la recherche du bien commun ? Même si elle ne règle rien au niveau de la mise en œuvre « concrète » de la démocratie, cette conception ne met-elle pas en évidence néanmoins l'une des modalités démocratiques de la conjugaison de la fonction scientifique et de la fonction sociale de la géographie ? En effet, cela ne met-il pas en garde contre le danger d'ingérence de la géographie, ou d'une autre science, dans le débat démocratique. Si on peut concevoir et même souhaiter que les connaissances géographiques soient utiles pour éclairer le débat démocratique, ne faut-il pas craindre toutefois que, par un recours abusif à l'autorité de la science, on puisse en venir à se substituer au débat démocratique ? La géographie a ses vertus. Elle peut même être utile socialement. Mais comme l'ont souligné Dory et Retaillé lors du colloque, est-ce elle qui doit déterminer ce qui est le bien commun ?

NOTES

[1] Cf. le commentaire de Raffestin et le texte de Bérubé.
[2] Cf. le texte de Claval.
[3] Cf. les textes de Gilbert et Claval.
[4] Cf. le texte de Peña. David note dans son texte que cette préoccupation utilitaire est restée le fait de la géographie universitaire et qu'elle n'a pas eu d'écho dans la géographie scolaire.
[5] Cf. les textes de Claval et McTaggart de même que le texte et le commentaire de Kesteloot.
[6] Cf. les textes de Harvey et Scott, Kesteloot et Klein.
[7] Cf. le commentaire de Kesteloot.